



Pour défendre la classe ouvrière et la jeunesse
Face à la crise qui s'approfondit
Il faut un gouvernement ouvrier qui s'attaque au capitalisme

Une régression économique sans précédent a commencé

Elle se concentre en particulier en Europe, où le taux de chômage atteint officiellement 10,3 % dans la zone euro. Ce taux recouvre de grandes disparités : En Espagne, le chômage atteint maintenant 22,9 % de la population active et 49,6% des jeunes de moins de 25 ans. En Grèce 18,8 % de la population active et 46,6 % des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage. En Allemagne, le taux de chômage n'est que de 6,6 % alors qu'il atteint 9,5% en France fin 2011. Mais ces chiffres ne rendent pas compte, en Allemagne, des chômeurs obligés de travailler à 1€ de l'heure depuis la loi Hartz 4 entrée en vigueur en 2005, comme ils cachent en France un nombre considérable de chômeurs radiés ou de travailleurs contraints de survivre avec des petits boulots, des temps partiels etc. L'OCDE révisé à la baisse les perspectives de croissance pour 2012 qui tombent à 0,3 % pour la France et diminuent quasiment de moitié pour l'Allemagne en passant à 1 %. Rembourser la dette souscrite pour que le système capitaliste continue de tourner devient de plus en plus lourd et la récente dégradation de la note de plusieurs pays, dont la France, va encore renchérir le poids de la dette, le coût des emprunts et précipiter plus avant la crise.

Les parasites se gavent

Certes la crise n'est pas pour tout le monde : On n'a jamais vendu autant de Rolls Royce dans le monde. Les 86 milliards d'euros de bénéfices annoncés pour 2011 des entreprises du CAC 40 vont permettre le versement de 37 milliards d'euros aux actionnaires. Mais paradoxalement tout ceci n'est pas un signe de bonne santé du capitalisme, mais au contraire l'indication d'un parasitisme accru au détriment des investissements. D'ailleurs la balance commerciale française établit en 2011 un record de déficit à plus de 70 milliards d'euros.

Mais le système capitaliste est à bout de souffle

En réalité, le système capitaliste que défendent patrons, banquiers et leurs gouvernements, qu'ils se réclament de la droite ou de la gauche, est à bout de souffle, après avoir utilisé tous les artifices, crédit et endettement. Le taux de profit moyen diminuant, la bourgeoisie se bat pour imposer la baisse drastique de la valeur de la force de travail, des salaires directs et différés, de toutes les dépenses sociales et publiques. Sans que cela ne résorbe la crise, au contraire. Ainsi en Grèce, après les baisses des salaires et des retraites, les licenciements et l'austérité tous azimuts, le PIB a baissé de 6% en 2011, rendant la situation encore plus critique.

Et prétendre le réformer conduit à s'aligner sur la bourgeoisie

En France comme ailleurs, la bourgeoisie ne trouve aucune solution viable, mais les forces qui se réclament du mouvement ouvrier n'offrent aucune perspective crédible. Pour le PS, ce n'est pas le système capitaliste qui est en faillite, c'est le gouvernement qui a fait les mauvais choix, oubliant qu'en Espagne ou en Grèce, les sociaux-démocrates au pouvoir n'ont pas fait autre chose que Sarkozy en France. Pour le Front de Gauche, la faute incombe aux financiers et aux agences de notation, feignant de croire, avec bien d'autres, qu'il suffirait de réglementer et de taxer la finance pour s'en sortir alors que la spéculation est précisément la traduction du pourrissement généralisé de tout le système capitaliste, de la baisse du taux de profit et de l'engorgement des marchés. En réalité, tous nient la profondeur de la crise car aucun ne veut en finir avec le capitalisme, ne combat pour un gouvernement qui s'attaque résolument au capitalisme. C'est pourquoi tous s'alignent sous une forme ou une autre sur le protectionnisme, sur la défense de l'industrie et de la production française, en brandissant la défense des emplois. Mais comment peut-on défendre les emplois sans interdire les licenciements, sans l'expropriation des entreprises, sans l'organisation de la production en fonction des besoins et non plus du profit ? Dès lors, la soi-disant défense des emplois reste dans le cadre bien compris des intérêts de la bourgeoisie française, de l'augmentation de la compétitivité par une plus grande exploitation des salariés.

Le gouvernement s'appuie sur le dialogue social

Sarkozy convoque un sommet social le 18 janvier, où les partenaires sociaux, dit-il, devront «apporter des solutions, faire des propositions» et «avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française.» Au menu des discussions doit notamment figurer l'abaissement des charges patronales sur les salaires et l'augmentation en parallèle de la TVA, c'est à dire une diminution des salaires pour la partie différée, une attaque supplémentaire contre la Sécurité Sociale et une augmentation d'un impôt indirect particulièrement injuste car il

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

frappe beaucoup plus en proportion les couches populaires. Et encore doivent être négociées de plus grandes facilités données aux entreprises pour mettre les salariés en chômage partiel, l'augmentation du temps de travail par branches etc.

Toutes les directions des confédérations syndicales ont déclaré vouloir s'y rendre, tout en prétendant pouvoir y défendre des solutions conformes aux intérêts des salariés, apportant ainsi la béquille indispensable au gouvernement pour qu'il puisse se prévaloir de la concertation avant de décider des prochaines attaques. Jusqu'à la direction de la CGT qui appelle les salariés à manifester le 18 février, pour faire pression sur le sommet, comme si c'était un cadre où les travailleurs pouvaient obtenir quoi que ce soit ! Il en va de même en Grèce, où le Premier Ministre, qui ne cache pas que les salaires doivent encore baisser pour descendre au niveau des salaires des pays les plus pauvres de la région, indique que : « *Les partenaires sociaux doivent déployer de grands efforts au cours des négociations pour améliorer la compétitivité de l'économie et stimuler l'emploi* ». On dirait du Sarkozy dans le texte ! Partout la même ficelle : associer les directions syndicales à l'accompagnement des réformes nécessaires au capitalisme.

Et tous renvoient les travailleurs et les jeunes aux prochaines élections présidentielles

En France comme ailleurs, travailleurs et jeunes sont donc confrontés à une série d'attaques de plus en plus insupportables. Après avoir imposé la réforme des retraites grâce aux directions syndicales qui n'ont pas cessé de la négocier et ont protégé le gouvernement en refusant d'appeler à la grève générale quand des millions de travailleurs étaient dans la rue, Sarkozy a eu le champ libre pour avancer. Mais comment faire face aujourd'hui ? Fin décembre, la grève déterminée de 11 jours des agents de sécurité des aéroports n'a pas fait reculer le patronat du secteur, aidé par le gouvernement qui a envoyé les gardes mobiles remplacer les grévistes. Dans la plupart des cas, les grèves et mouvements sectoriels, pour justes qu'ils soient, n'aboutissent pas. Et les conditions d'un affrontement général et centralisé contre le gouvernement et les patrons ne sont pas réalisées. Outre la poursuite du dialogue social et le morcellement des luttes, toute issue semble en effet renvoyée aux élections présidentielles. Si les travailleurs et les jeunes veulent évidemment se débarrasser de Sarkozy, ce n'est ni le programme du Parti Socialiste ni son candidat qui vont galvaniser les énergies et convaincre les abstentionnistes. A peine le Front de Gauche fait-il quelques moulinets apparemment plus radicaux : tout en condamnant les agences de notation, il se prononce lui aussi pour le remboursement de la dette... Se situant en défense du capitalisme ils prétendent cependant le moraliser et l'humaniser, ce qui est encore plus absurde alors que la crise va pousser la bourgeoisie à opter pour des solutions de plus en plus réactionnaires. Ils laissent ainsi à Sarkozy l'opportunité de paraître plus cohérent et à Le Pen-fille l'espace pour apparaître à la fois comme une opposante résolue contre Sarkozy et soucieuse du sort des classes laborieuses, s'inspirant en cela de la tactique employée auparavant aussi bien par Hitler que Mussolini pour conquérir le pouvoir.

Dans ces conditions, en l'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire, le vote au premier tour pour le PS, Front de Gauche, LO, ou NPA et au deuxième tour pour celui qui restera le mieux placé, selon toute vraisemblance le candidat du PS, sera nécessaire pour faire bloc, chasser Sarkozy et interdire à Le Pen-fille d'aller plus loin. Mais en aucun cas cela ne signifiera un soutien à une politique d'adaptation aux exigences du capitalisme en crise. Au contraire, une défaite de Sarkozy, de Le Pen-fille, Bayrou etc. en les écartant du pouvoir, rendra plus urgent l'irruption de la classe ouvrière et de la jeunesse sur leur propre terrain, leurs propres revendications :

Du travail pour tous. Réduction de la journée de travail sans réduction de salaire jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs ! Interdiction des licenciements. Expropriation des entreprises qui licencient !

Abrogation de toutes les réformes réactionnaires contre les services publics, les Hôpitaux, la Sécurité Sociale, l'Ecole etc. !

Rétablissement immédiat des droits à la retraite pleine et entière à 60 ans et 37, 5 annuités, rétablissement du pouvoir d'achat perdu, indexation automatique des salaires et des retraites sur l'évolution des prix !

Pas un sou de remboursement de la dette des capitalistes ! Expropriation des banques, une seule banque sous contrôle ouvrier !

Garantie d'un logement pour tous avec un loyer bon marché, saisie des groupes immobiliers spéculateurs !

Nationalisation sans indemnité ni rachat des grands groupes industriels et financiers, des entreprises d'énergie, de transport et de télécommunications !

Retrait de toutes les troupes françaises à l'étranger, d'Afghanistan, d'Haïti, comme des pays d'Afrique !

Pour la régularisation des immigrés ! Les mêmes droits politiques et sociaux pour tous !

Pour un plan de production établi en fonction des immenses besoins de la société et non plus du profit de quelques uns !

Pour un gouvernement ouvrier, sous contrôle des travailleurs et de la jeunesse, qui mette en œuvre les solutions ouvrières pour en finir avec le capitalisme et sa crise !

Toutes ses revendications se heurtent de plein fouet au capitalisme, à ses gouvernements, aux partis bourgeois comme aux partis réformistes qui le défendent, aux directions syndicales qui préfèrent le dialogue social et l'accompagnement des réformes à la défense des revendications, à tous ceux qui œuvrent, petits et grands, pour maintenir à bout de bras un système qui menace à nouveau d'entraîner l'Humanité dans la barbarie. C'est pour cela qu'il faut construire un Parti Ouvrier révolutionnaire, une Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Venez en discuter avec le CCI(T).